

n'avait pas encore été mise à l'épreuve et qui n'avait même pas été pilotée. Une fois que le CF-105 s'est révélé efficace, comme l'a dit le premier ministre, c'était alors le temps de soulever la question de façon énergique, au palier administratif le plus élevé, auprès des autorités de Washington.

Le ministre a dit qu'il en a parlé au gouvernement américain à Washington. Il a dit qu'il en a parlé à Paris à la réunion de l'OTAN où, je crois, lui-même et son collègue de Washington ont saisi l'occasion pour convoquer une réunion du comité conjoint des ministres de la défense. Mais si l'honorable ministre, à cette occasion, n'a pas eu de succès, et le gouvernement a alors décidé que ce serait impossible de poursuivre la construction du CF-105, sans une commande quelconque destinée à diminuer le fardeau des frais au Canada, alors j'espère qu'il a été démontré très nettement aux autorités de Washington que, si c'était là leur décision définitive et irrévocable, concernant une arme qu'on considérerait alors comme rentable, il conviendrait d'examiner à nouveau très sérieusement toute la question du système économique continental et de la défense collective industrielle.

L'hon. M. Churchill: L'honorable chef de l'opposition (M. Pearson) me permettrait-il de lui poser une question?

L'hon. M. Pearson: Oui, certainement.

L'hon. M. Churchill: Après cette revue, l'honorable député préconiserait-il d'aller aussi loin que le propose l'honorable député d'Assiniboia (M. Argue)?

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, il ne peut être question pour le Canada de se dissocier, ou de tenter de se dissocier, des États-Unis pour ce qui est de la défense de notre pays, de notre continent et du monde libre. C'est évidemment impossible, même si c'était souhaitable, ce qui n'est pas. Le ministre de la Défense nationale a dit aujourd'hui, à mon grand étonnement, qu'il y a quelques années, nous étions seuls à préconiser ce programme. Voilà les mots qu'il a employés: "Nous sommes seuls". Il a dit également, à cette époque, qu'il n'y avait aucun projet en vue de la défense continentale...

L'hon. M. Pearkes: Aucun accord.

L'hon. M. Pearson: Aucun traité ou accord officiel. Je pourrais peut-être rappeler à l'honorable ministre, au sujet de cette déclaration plutôt renversante, qu'en matière de défense collective nous n'avons jamais été seuls, à aucun moment, depuis la deuxième guerre mondiale. Nous avons été parmi les premiers à organiser un système de défense

collective de l'Atlantique englobant les États-Unis. Comme l'honorable ministre et d'autres membres du gouvernement l'ont dit plus d'une fois, il existait une région nord-américaine de l'OTAN. Et l'OTAN a été créée en 1950. S'il existait en 1950 une région nord-américaine de l'OTAN, comment peut-il affirmer que nous étions seuls pour assurer la défense continentale? Évidemment, nous ne sommes pas seuls, et nous ne pouvons pas, seuls, assumer la tâche.

Je ne prétends pas qu'il faille s'adresser aux États-Unis et leur dire que, s'ils ne font pas telle chose, nous nous retirerons de l'OTAN ou de l'alliance occidentale, ou quelque chose de ce genre. Ce serait évidemment ridicule. Mais j'engage le gouvernement à faire savoir en termes non équivoques aux autorités américaines que, plutôt que de continuer à subordonner nos ressources de défense à celles des États-Unis au point de ne recevoir que des commandes insignifiantes et pas autre chose, nous devons peut-être songer à élaborer une nouvelle stratégie défensive et un nouveau programme de mise en valeur économique, ou tout au moins à étudier la possibilité d'une collaboration en ce domaine avec la Grande-Bretagne et les membres européens de l'alliance de l'Atlantique Nord, au lieu de permettre aux escadilles canadiennes d'être armées de projectiles fabriqués aux États-Unis et payés par le contribuable américain.

Il ne peut être question de nous séparer complètement des États-Unis. Nos honorables vis-à-vis sont toujours les premiers à prétendre que nous devrions déplacer nos lignes de contact pour les diriger outre-Atlantique. Je me demande si le ministre de la Défense nationale a envisagé la possibilité de remplacer le CF-105 par un produit britannique et de conclure une entente quelconque sur la défense continentale? Si nous n'arrivons à rien avec les États-Unis, ce serait certes là la meilleure solution de rechange.

La chose normale, naturelle et sensée, ce serait de négocier avec les États-Unis le même genre d'accord sur la défense continentale qui existait pendant la guerre, et qui a donné d'excellents résultats. Pendant un certain nombre d'années après la guerre, cette entente a cessé d'être aussi nécessaire que pendant la guerre, car nous étions en train d'édifier l'OTAN et de poursuivre, sous le régime de l'OTAN, un programme d'armement axé surtout sur le front de l'Europe occidentale. Plus tard, c'est-à-dire il y a quelques années, il est apparu clairement, et les délégués canadiens auprès du conseil de l'OTAN ont fait de leur mieux pour le signifier clairement,—que le front le plus important de l'OTAN était peut-être celui de l'Amérique du Nord. Je crois que c'est

[L'hon. M. Pearson.]